



La lettre de « La Chine hors les murs » est publiée par l'Observatoire de la mondialisation chinoise créé à la suite d'une étude des Conseillers du Commerce Extérieur de la France parue en février 2014. Bimestrielle, elle rassemble des articles de fond, éditoriaux et opinions avec des nouvelles brèves de la mondialisation chinoise. Pour tout renseignement, écrivez à chinehorslesmurs@cnccef.org.

SOMMAIRE

■ Editorial : La nouvelle méthode Macron avec la Chine, par Sybille Dubois Fontaine Turner	p. 1
■ Sujet d'actualité : Startups : Le secret de la licorne, par Benjamin Joffe	p. 2
■ Secteur : Espace : la Chine est dans la course, par Paul Clerc-Renaud	p. 4
■ Les groupes chinois mondialisés : CASC, par le Comité France Chine	p. 7
■ BRI Digest : - La BRI et l'Europe de l'Est, par Christophe Granier	p. 8
- Vues des routes de la soie : Astana et Bangkok, par Marylise Hébrard	p. 9
- Nouvelles brèves de la BRI, par Christophe Granier	p. 12
■ Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise, par Christophe Granier	p. 12
■ Dernières nouvelles des relations franco-chinoises, par le Comité France Chine	p. 15

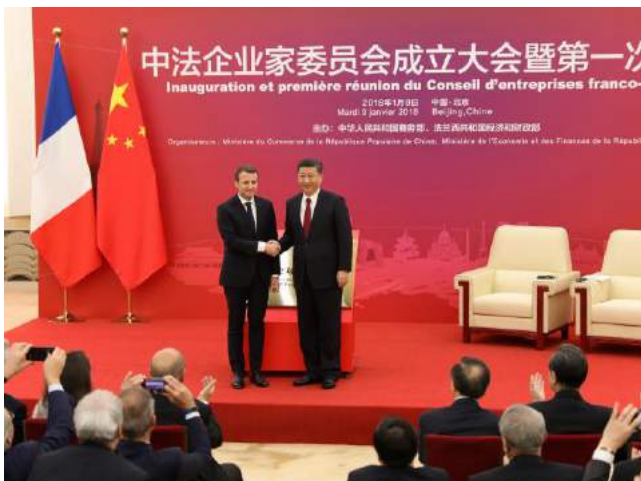
ÉDITORIAL ■■■ LA NOUVELLE METHODE MACRON AVEC LA CHINE

La première visite du Président Macron en Chine, accompagné d'une quarantaine d'entreprises, s'est achevée sur des signes très positifs et une nouvelle «*grammaire de la relation franco-chinoise*».

Le Président a décliné le travailler et coopérer ensemble entre la France et la Chine au niveau politique, culturel ou économique, en rappelant «l'évidence d'un avenir partagé devant des enjeux aujourd'hui communs», faisant écho au Général de Gaulle et au slogan de Xi Jinping pour un «*destin commun de l'humanité*».

Cette coopération économique franco-chinoise est évidente mais doit être rééquilibrée sur les deux axes suivants : balance commerciale (-30md EUR au détriment de la France) et stocks d'investissement (5 fois moins d'investissements chinois en France que français en Chine). Les secteurs dans lesquels les investissements chinois en France sont privilégiés seront désignés pour plus de clarté.

Cette coopération bénéficiera de la «*coïncidence*» des temps français et chinois, qui s'aligne sur les 5 années à venir pour les 2 équipes dirigeantes. Dans «*une période inédite*», les spécialités françaises correspondent aux besoins du marché chinois et permettent de nouvelles coopérations dans de multiples secteurs.



La visite a été marquée par l'inauguration par les deux Présidents d'une nouvelle structure «le Conseil d'Entreprises franco-chinoises», opéré par le Comité France Chine côté français et la CCCME côté chinois, une première depuis 1964, sous l'égide des Ministres de l'Économie et des Finances français et du Commerce chinois. Ce Conseil réunira à chaque rencontre de haut niveau 15 dirigeants d'entreprises français et 15 chinois, engagés sur la durée dans la relation bilatérale. La voix des entreprises (start-ups, PME ou grands groupes de tous secteurs) portera de manière groupée la meilleure offre française pour l'économie chinoise, et inversement. Sur la base de leurs expériences concrètes, ces entreprises proposeront de nouvelles voies de collaboration et axes d'amélioration aux autorités françaises et chinoises et développeront des réalisations concrètes dans la durée et la stabilité. Le Conseil a de grandes ambitions.

Enfin, le Président Macron a souhaité impliquer les acteurs français sur l'Initiative «Une ceinture, une route», pourvu qu'elle soit durable, verte, innovante et utile aux pays qu'elle traverse. Les coopérations franco-chinoises en marchés tiers peuvent être très complémentaires et permettre d'éviter de reproduire les erreurs passées. Ces routes sont en partage, n'étant «ni complètement européennes, ni complètement chinoises».

Cette première visite met en lumière la méthode choisie par le Président Macron avec les autorités chinoises : l'intérêt et le respect de la culture chinoise et de ses interlocuteurs, la clarification des positions française et européenne sans tabous et le dialogue pour déterminer ensemble de nouvelles règles. Cette nouvelle méthode permet d'avancer à petits pas, secteur par secteur, de manière concrète et positive et non pas sur un débat de purs principes. Le Président a ainsi su éviter intelligemment le débat stérile sur la réciprocité qui, comme il lui a été rappelé, se traduit difficilement en chinois en tant que pur concept et irrite certains diplomates.

A nous tous, artisans et acteurs des relations franco-chinoises, de décliner concrètement cette nouvelle grammaire commune.

■ Sybille Dubois-Fontaine Turner, CCE Paris

SUJET D'ACTUALITE ■■■

START-UPS : LE SECRET DE LA LICORNE CHINOISE

Ces dernières années, le président Xi Jinping et le premier ministre Li Keqiang ont prêché sans relâche l'innovation et l'entrepreneuriat. Invention, productivité et mondialisation sont la Chine de demain. Cause ou effet, les licornes — startups valorisées à plus d'un milliard de dollars — se sont multipliées en Chine.

Fin 2013 la première liste qui ne concernait que les Etats-Unis comptait 39 sociétés. Quatre ans plus tard, elle en compte 276, dont 96 chinoises, soit 1/3 du total mondial et la moitié du top 10. Et la France ? Une seule : BlaBlaCar.

Licornes d'Hier

Société	Valeur boursière (md USD) au 7/1/18	Activité
Tencent	550	Jeux vidéo et réseaux sociaux
Alibaba	488	E-commerce
Baidu	85	Moteur de recherche
JD.com	65	E-commerce
NetEase	45	Jeux vidéo
Weibo	26	Microblog
iFlyTek	13	Technologies vocales
YY	8	Réseau social vidéo
Momo	6	Réseau social et rencontres
Cheetah Mobile	2	Applications pour mobile

Cette liste de sociétés déjà cotées en Bourse permet plusieurs constatations : le marché chinois est mature et méconnu, la taille de certaines sociétés est déjà énorme, et leur activité paraît soit *trop familière*, soit *surprenante*.

Trop familière. Si on les décrit en les rapprochant d'autres plus connues comme Amazon, Google, Facebook ou Twitter, on passe complètement à côté de différences fondamentales. Par exemple, la quasi-totalité des revenus de Facebook provient de la publicité, mais c'est une part minime chez Tencent ; comment fait ce dernier ? Penser qu'Alibaba et JD sont comme Amazon reste très approximatif. Comment expliquer que Weibo, le "Twitter chinois" soit mieux valorisé que Twitter (26md contre 18), quand ce dernier est utilisé partout dans le monde ? Les réponses à ces questions amènent à mieux comprendre les spécificités et les innovations chinoises.

Surprenante. Momo, YY et Cheetah mobile, pratiquement inconnus en dehors de Chine ont construit un empire sur des applications qui, vues de loin, paraissent de niche. Leur succès prouve qu'ils ont su soit réinventer, soit inventer et que le marché chinois est déjà prêt à accepter cette nouveauté.

Pourquoi ? Les idées n'ont pas de nationalité, et leurs efforts de survie dans l'écosystème chinois hyper concurrentiel les rend méconnaissables — comme des licornes jetées dans une jungle et devenant carnivores !

Les yeux des entrepreneurs et des investisseurs du monde entier sont fixés sur la Silicon Valley, mais les différences chinoises sont autant d'opportunités de succès en France ou ailleurs, car déjà validées sur un marché difficile et parfois en avance. Mary Meeker, investisseuse chez KPCB, a souvent cité la Chine comme pionnière pour certains concepts de e-commerce, de jeux vidéo, paiement et réseaux sociaux. Le phénomène persiste, et de nouveaux services apparaissent et évoluent constamment.

Licornes d'aujourd'hui

La moitié des dix plus grandes licornes chinoises ci-dessous — souvent les plus anciennes — sont pratiquement inconnues hors de Chine. Imaginez les 86 autres !

Top 10 des licornes chinoises (Source: Crunchbase, 7/1/2018)

Société	Valorisation (md USD)	Activité
Ant Financial	60	Paiements (lié à Alibaba)
Didi Chuxing	56	Application pour VTC
Xiaomi	45	Smartphones et objets connectés
Meituan Dianping	30	Life style E-commerce
TouTiao	20	Information personnalisée
Lufax	18,5	Prêts P2P et services financiers
Koubei	8	Recherche locale (commerces, etc.)
DJI	8	Drones
Jiedaibao	7,3	Services financiers
JD Finance	7,1	Services financiers (filiale de JD)

Celles qui suivent paraissent représentatives de différentes "espèces". Sont-elles indigènes, endémiques ou invasives ?

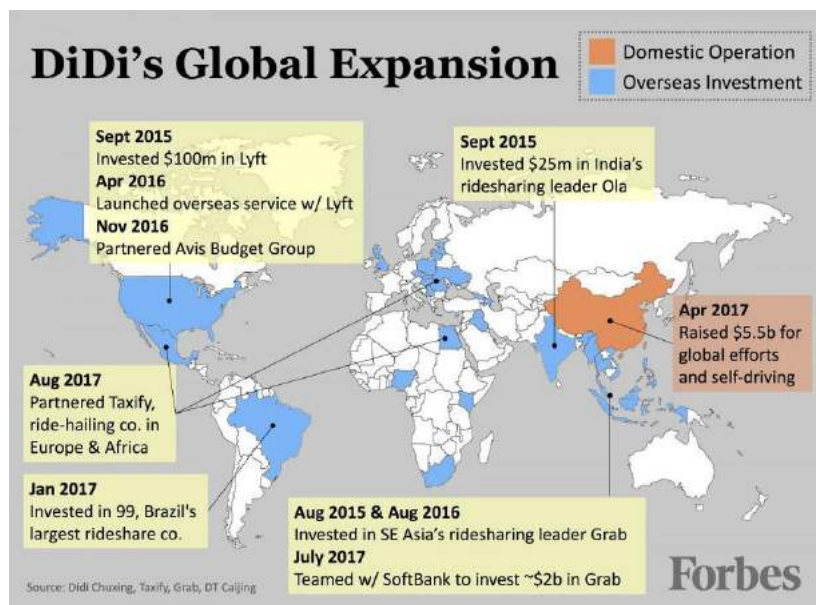
Meituan Dianping : Adaptation et diversification

Il s'agit à l'origine de deux sociétés indépendantes (les mégafusions sont une particularité chinoise). Quand Meituan s'est lancée suivant le modèle d'achat groupé de Groupon, le service avait des milliers de concurrents en Chine. Devant sa survie et sa croissance à l'expérience durement acquise par Wang Xing, son fondateur (c'était sa troisième startup), Meituan croit alors que la concurrence féroce érode les marges de tous, amenant la fermeture de beaucoup. En

parallèle, Dianping fonctionnait depuis plusieurs années sur le modèle de Yelp (avis d'utilisateurs et recommandations) et y ajoute les achats groupés, joignant de ce fait la bataille.

Le service résultant de la fusion de ces deux concurrents a évolué bien au-delà de leurs ancêtres respectifs : MD livre aujourd'hui des repas, vend des produits frais, des billets de spectacle et des voyages. C'est un pot-pourri de services de la vie quotidienne, une combinaison de Groupon et Yelp mais aussi de Deliveroo, TicketMaster et Expedia. Plus étonnant encore, Groupon et Yelp ne valent plus en bourse qu'environ 3md USD chacun. Meituan Dianping vaut dix fois plus. Ce service est une bonne illustration de la vitesse, la taille et l'agressivité du marché chinois, qui pousse les entrepreneurs les plus habiles à faire évoluer les services vers des versions "2.0".

Didi Chuxing : Partenariats et investissements



Fondée en 2012, et fusionnée elle aussi avec son concurrent Kuaidi Dache, cette société domine le VTC chinois. Elle a même repoussé Uber qui lui a cédé sa filiale chinoise en 2016. Le parcours atypique de cette société l'amène à avoir parmi ses investisseurs les trois géants Alibaba, Tencent, Baidu et même son rival Uber.

Les ambitions de Didi ont débordé des frontières : le groupe a investi ou établi des partenariats sur tous les continents — avec Lyft aux Etats-Unis, Ola en Inde, Grab en Asie du Sud-Est, 99 au Brésil, et Taxify en Europe et en Afrique. Sa présidente Jean Liu, fille du fondateur de Lenovo, diplômée en informatique de l'université de Pékin et de Harvard, et ancienne de Goldman Sachs, est devenue une des idoles de la scène tech chinoise.

Ofo et Mobike : Mondialisation

On connaît Vélib', le vénérable ancêtre des services de vélos en libre-service. De nombreux français ont découvert récemment une nouvelle offre de vélos qui se passe de bornes, comme celles de Gobee (les verts) et Ofo (les jaunes).

Les licornes chinoises Ofo et Mobike, toutes deux âgées de juste trois ans, ont déjà mis en place des millions de vélos et ont chacune levé autour d'1m USD pour dominer le marché local et se lancer à travers le monde. Ofo a prévu fin 2017 de déployer plus de 20 millions de vélos dans 20 pays, dont les villes de Singapour, Cambridge, Seattle et Sydney. Inspiré par la fièvre du vélo sévissant en Chine continentale, le fondateur - français - de Gobee a d'abord lancé son service à Hong Kong en 2017.

La concurrence sur les trottoirs est là encore féroce, et parfois évocatrice de la période des Trois Royaumes ou des stratégies du jeu de go. Le numéro six du vélo chinois, Bluegogo (le bleu), est déjà sorti de la course malgré un investissement « modeste » de 60m USD. Didi, également actionnaire d'Ofo, vient de le racheter.

Ninebot : Optimisation et acquisition

La marque est encore peu connue mais ses produits, très populaires en Chine, se trouvent même à Paris au BHV : il s'agit du gyropode. Fondée en 2012, la société décide de réinventer le Segway en gardant la qualité mais à un prix abordable pour le plus grand nombre grâce à la recherche-développement et la puissance de la région de Shenzhen ("Silicon Valley" du hardware mondial), Ninebot lance rapidement un produit concurrent à environ \$300, soit vingt fois moins cher. Suite à son succès, Ninebot rachète Segway en 2015, résolvant élégamment son problème de brevets.

Ce type d'acquisition sans tambour ni trompette est fréquent : les sociétés publiant les jeux vidéo *League of Legends* (USA) et *Clash of Clans* (Finlande) sont ainsi maintenant propriété de Tencent.

Dans l'électronique, les smartphones de Xiaomi et les drones de DJI ne sont que l'avant-garde. La technologie et la qualité sont déjà au rendez-vous et le design peut s'acheter : Xiaomi a fait appel à Philippe Starck pour son téléphone mobile Mi Mix sans bord plus d'une année avant le iPhone X.

La Chine domine le groupe des licornes "hardware". Les plus prometteuses se situent aujourd'hui dans la robotique, comme les robots jouets d'UBTech ou les robots éducatifs de Makeblock. Les startups liées à l'éducation en tout genre sont d'ailleurs très en vogue. Le BHV ouvrira-t-il un rayon de produits high-tech chinois ?

Licornes de demain : locales, globales, et de plus en plus high-tech

Les deux premières décennies de l'Internet chinois étaient très inspirées des Etats-Unis. La nouvelle génération expérimente, innove et investit tôt dans la recherche. La poussée combinée des talents (4,7 millions d'ingénieurs diplômés en 2016 contre 568.000 aux Etats Unis selon le WEF), de la demande locale, des capitaux privés, des budgets et politiques de l'Etat a transformé la Chine en un haras de licornes.

Certaines ont des trajectoires fulgurantes : l'application mobile de play-back musical.ly, un succès mondial créé à Shanghai en 2014, a été vendue pour 800m USD fin 2017. Elle avait 200 millions de membres, principalement en dehors

de Chine. Un sujet-clé est aujourd'hui l'intelligence artificielle. On la trouve dans le site de recommandations de news TouTiao, qui utilise aussi le *machine learning* pour personnaliser ses recommandations, ou plus récemment chez Fano Labs, une startup qui analyse les communications des centres d'appel pour reconnaître les dialectes, orienter les demandes et améliorer la performance de l'ensemble.

Megvii développe Face++, une technologie de reconnaissance faciale ; celle-ci équipe déjà de nombreux sites web, mais aussi des entreprises pour badger leurs employés, des tourniquets d'accès aux métros et des caméras de surveillance en gare pour l'identification de criminels. Avec plus de 500 employés et 600m USD d'investissement, Megvii est en passe de devenir un leader mondial du domaine. La société vient d'annoncer un partenariat avec Foxconn pour doter les robots d'usines d'intelligence et leur permettre d'accomplir certaines tâches restées manuelles.

La reconnaissance faciale est aussi utilisée dans les supermarchés automatisés, comme BingoBox, qui se sont multipliés en 2017. Le gouvernement et les géants mondiaux sont aussi de la partie : un nouveau centre de 2md USD dédié à l'intelligence artificielle va être construit à Pékin, et Google a décidé d'ouvrir le sien propre.

L'investisseur Jim Breyer a comparé cette frénésie avec la course à l'espace des années 1950/1960. La Chine a remplacé la Russie. Il s'est gardé de prédire le gagnant. ■ Benjamin Joffe, CCE Hong Kong

SECTEUR ■■■

ESPACE : LA CHINE EST DANS LA COURSE

Avec un budget annuel estimé à 6md USD (1md de plus que le budget russe et bien moins que les 40md de la NASA) le programme spatial chinois a accompli des progrès remarquables. Son budget pourrait être bientôt triplé pour atteindre les objectifs ambitieux fixés par Xi Jinping et au vu des instructions données par Donald Trump à la NASA de construire - en association avec le Japon - une base lunaire orbitale, première étape vers la lune et Mars. De son côté, l'Inde franchit rapidement les étapes spatiales. Une course aux étoiles aux accents de guerre froide et des années 60 semble donc relancée.

En 2016, la Chine a dépassé la Russie et égalé les 22 lancements américains. Elle mène de front un programme de prestige dont les étapes sont les vols habités, la station spatiale, des missions d'exploration lunaire, martienne et astéroïdales et le déploiement d'une galaxie de satellites de géolocalisation (Beidou), de communication (HongYan) et à vocation scientifique dont les enjeux sont stratégiques et les retombées commerciales considérables.

La dimension militaire est présente dans tous ces programmes et le secteur de la défense a la haute main sur les organismes et les programmes spatiaux. L'influence politique des dirigeants du secteur s'est récemment accrue ; on compte sept anciens dirigeants de China Aerospace Science and Technology Corporation (CASC) et de l'Académie chinoise de technologie spatiale (CAST) parmi les nouveaux gouverneurs ou secrétaires provinciaux du Parti nommés par le Chef de l'Etat qui semble apprécier leur probité, leur rigueur scientifique et leur esprit de conquête.

Objectif Lune



Le Programme Chinois d'Exploration Lunaire a comme mascotte la déesse de la lune Chang'E. Son logo est l'idéogramme stylisé de la lune dont les deux traits centraux rappellent des traces de pas. C'est aussi le nom des vaisseaux spatiaux qui se succèdent depuis le lancement de la capsule orbitale Chang'E 1 en 2007. Chang'E 2 a effectué en 2012 un survol de l'astéroïde 4179 Toutatis. Chang'E 3 a réussi en 2013 à déposer la sonde lunaire YuTu (Lapin de jade). Chang'E 4 doit se poser en 2018 sur la face cachée, une première, et procéder à des expériences pour le compte de nations partenaires. Chang'E 5, dont le vol a été retardé en 2019 en raison des problèmes de lanceur, doit alunir dans la région de Mons Rümker et rapporter des échantillons de sol.

L'envoi de taïkonautes (de Tai Kong : grand vide, espace extra atmosphérique) sur la Lune est prévu vers 2030. Dans le même temps la Chine coopère avec l'Agence Spatiale Européenne dans le projet de « Village lunaire », base de laquelle sera lancée l'exploration de Mars par une sonde en 2020. Occupé par quatre volontaires, un laboratoire dédié (« Lunar Palace 1 ») de l'université pékinoise Bei Hang expérimente un système écologique artificiel auto suffisant.

L'exploitation des minerais lunaires (titane, hélium 3 permettant la fusion thermonucléaire) ainsi que la capture et mise en orbite lunaire d'un astéroïde en vue de son excavation font partie des objectifs commerciaux lointains de ces missions. Une première mission de ce type sera lancée en 2020 et des vaisseaux nucléaires opérationnels au milieu des années 2040 devraient transporter les minerais issus d'une exploitation commerciale des astéroïdes et de la lune.

Les palais célestes

En 2011, le lancement du module spatial Tiangong 1 (Palais Celeste1) par la fusée LM II-F a marqué l'entrée de la Chine dans le club fermé des vols habités : pesant 8t, il abritait deux équipages de 3 personnes dont la première taïkonaute chinoise et a permis la mise au point des capsules de transfert et d'approvisionnement Shenzhou (Vaisseau Céleste) et leurs manœuvres d'arrimage. Son successeur : Tiangong 2, positionné en 2016 en orbite à 380 km d'altitude, a permis de procéder à diverses expériences de vie en apesanteur et de perfectionner les manœuvres d'accostage rapide de capsules Shenzhou.

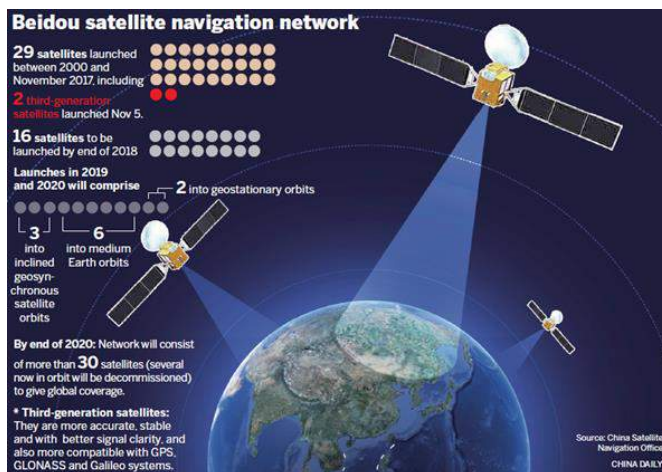
Une station spatiale Tiangong doit prendre en 2020 le relais de la station internationale dont la fin de vie est prévue pour 2024. Sa partie centrale (Tianhe, 20t) devait être lancée en 2018 par une fusée LM 5 mais pourrait subir un retard. Deux laboratoires lui seront arrimés peu après.

Une version augmentée de Shenzhou a été testée en juin 2016 avec un lanceur LM 7. Il emporterait un équipage de 6 personnes vers la station. Son bras robotique pour la capture des débris (Aolong 1) pourrait avoir des applications militaires. Un avion spatial réutilisable à propulsion hybride capable de décoller et d'atterrir d'un aéroport est perfectionné pour desservir la station spatiale, transporter des touristes spatiaux et mettre en orbite de satellites. Son premier vol est prévu en 2019.

La galaxie satellitaire

Les trois ans qui viennent vont voir le déploiement du programme de lancement de satellites et le perfectionnement des lanceurs et des satellites eux-mêmes. Le principal acteur étatique : China Academy of Launch Vehicle Technology (filiale de CASC) prévoit d'ici 2020 un programme de 84 lancements et la production de 100 lanceurs LM.

Prioritaire, car partie essentielle de l'initiative BRI dont elle constitue la glue digitale, le réseau de satellites de géolocalisation Beidou (Grande Ourse, code BDS) est la réponse lancée en 2000 par la Chine au GPS américain, au Glonass russe et au Galileo européen. Une trentaine de satellites sont déjà en orbite et fournissent depuis deux ans des services d'une précision de 10m à une trentaine de pays contractuellement partenaires. Le coût du programme est estimé à 25md USD mais il a déjà généré, deux ans après son lancement, 29md de revenus. Fin novembre 2017, un accord a été signé entre les Etats Unis et la Chine concernant la compatibilité et l'interopérabilité de Beidou avec GPS. Un accord semblable a été conclu avec Glonass. D'ici fin 2018, 60 pays de l'initiative BRI devraient avoir accès au réseau. Nombre de ces pays ont autorisé la Chine à installer des stations terrestres destinées à accroître la précision. Le dernier en date est en test à Doha et des discussions sont en cours avec l'Egypte et l'Arabie Saoudite. En 2020, une couverture globale sera assurée et BDS aura une base de 1,4md d'utilisateurs générant des revenus annuels de plus de 60md USD. Sont déjà équipés de BDS 40% des smartphones chinois, plus de 40 000 bateaux de pêche, 4 million de taxis, bus et camions. 20m de bicyclettes partagées sont positionnées grâce à lui.



2017 a vu le positionnement de huit satellites de 3^e génération (capables de fournir une couverture globale de positionnement et de navigation). En 2018, dix satellites seront lancés sur la même orbite plus un satellite géostationnaire. En 2019-2020, six satellites de 3^e génération seront lancés trois sur des orbites inclinées géosynchrones et deux géostationnaires.

2018 verra la construction d'un dense réseau national de stations permettant une précision décimétrique en temps réel et millimétrique en 2025 en différé grâce au système d'augmentation BDS. L'une des applications visées est le guidage des véhicules autonomes et des drones.

Le livre blanc chinois de 2016 sur les activités spatiales insiste sur l'importance de la route de la soie spatiale (Space 2.0) qui doit assurer l'hégémonie chinoise sur les communications des pays de la BRI et sur le contrôle de l'espace eurasiatique.

Déjà le secteur privé multiplie les applications et les coopérations avec BDS. DJI, premier fabricant chinois de drones qui prétend produire 70% des drones à usage privé dans le monde, s'est associé à une filiale d'Alibaba et de Norinco, Qianxun Intelligence, pour développer une application destinée à la navigation des drones en particulier la version agricole RTK (Real Time Kinematic) qui bénéficie déjà d'un service sur 18 provinces et permet d'optimiser l'épandage de pesticides et d'engrais.

CASC vise à mettre en place d'ici 2020 le système HongYan de communication globale satellitaire en temps réel composé de 60 petits satellites en orbite basse et d'une vingtaine de stations terrestres. Parmi les applications commerciales, la collecte et l'échange de données géographiques, l'identification et le suivi des navires, la transmission mobile et les signaux augmentés pour la navigation, les prévisions météo, la protection de l'environnement, les études géologiques et la prévention et les secours en cas de catastrophe naturelle. Le revenu potentiel de ces activités a été estimé pour 2020 à 4.6md USD/an.

Une société privée, **Chang Guang** Satellite Technology vise à mettre en orbite 60 satellites d'observation en 2020 et 138 en 2030 permettant en 10mn d'inspecter tout lieu sur la planète et de prévenir ainsi par exemple les feux de forêt (sans parler des applications militaires). Chang Guang et la province du Jilin ont mis en place un fonds de 500m CNY destiné à former des ingénieurs aérospatiaux dans le cadre de la reconversion de la province aux industries d'avenir.

Commsat, autre société privée de Pékin, prévoit de positionner d'ici 2020 60 satellites sur six orbites différentes puis, dans la phase finale, 800 satellites pour offrir un service de communication en temps réel aux secteurs de la logistique, de l'internet des objets et médical. Les longueurs d'ondes sont en cours d'attribution à l'échelon ministériel chinois avant d'être soumises pour validation à l'Union Internationale des télécommunications. On trouve parmi ses actionnaires CITIC Securities. Commsat devrait lancer bientôt un satellite d'orbite basse capable de prendre des photos de la terre de très grande qualité. Les clients pourront grâce à une application utiliser les photos dans leurs réseaux sociaux. L'un des investisseurs est la société Ofo de partage de cycles qui souhaite offrir à ses clients la possibilité de « Space Selfies »

Fondé en 2015, l'institut privé **Changsha Tian Yi** Space Research a levé 100m RMB pour lancer un satellite d'observation astronomique à temps partagé qui sera loué aux observateurs et des microsattelites de moins d'un kilo à louer pour quelques dizaines de milliers de CNY pour effectuer des expériences scientifiques en apesanteur.

Fabricant de microsattelites, **Ke Chuang** a lancé un satellite d'observation des sols agricoles KS 1Q et doit en lancer un second en 2018 avant de déployer un réseau global de 70 unités. Son actionnaire principal, Red Flag Software, offre aux agriculteurs divers services actuellement limités par les capacités de ses stations terrestres.

La percée technologique qui a le plus marqué (et inquiété) les milieux spatio-militaires est le succès du lancement et du test du satellite Mozi lancé le 16 août 2016 par une LM-2D et placé en orbite héliosynchrone à 500km. Il s'agit du premier satellite de communication quantique du programme prioritaire QUESS (Quantum Experiments at Space Scale) exploitant les phénomènes de téléportation et d'intrication quantiques rendant inviolables les communications. La Chine fait également de rapides progrès en vue du déploiement en 2030 de satellites espions utilisant les technologies d'imagerie fantôme permettant de détecter entre autres les avions furtifs. L'année 2018 devrait voir le lancement du satellite Franco-Chinois CFOSAT destiné à mesurer les vagues et les vents marins et à mieux comprendre la météorologie marine. Les données collectées seront partagées par les deux pays.

La fabrication des satellites a fait l'objet d'investissements importants depuis 2000. Une équipe dédiée de 500 ingénieurs de CAST (âge moyen de 33 ans) a mis au point en 3 ans la plateforme de communication satellitaire Dong Fang Hong 4, d'une durée de vie opérationnelle de 15 ans. 20 fois plus puissante que la plateforme précédente, elle a été testée sur le satellite Shi Jian 13 capable de transmettre 20gb/s de données. 7 satellites ont été placés sur orbite pour le Nigeria, le Venezuela, le Pakistan, le Laos, le Belarus et la Bolivie. Le 13^e plan (2016-20) prévoit 25 lancements et 50 nouveaux développements.

Toutes ces sociétés spatiales s'inscrivent dans le plan décennal publié en 2015 conjointement par la NDRC, le ministère des finances et la commission des sciences, des technologies et de la défense en vue de développer une industrie spatiale privée. Ces développements ambitieux sont freinés par la lenteur des attributions des fréquences qui doivent être validées par le Ministère de la sécurité publique et l'UNITU, par le nombre limité de sites de tirs et par la capacité des fabricants de lanceurs.

Rocket Science

Cœur du réacteur de l'industrie spatiale chinoise, les lanceurs sont aux mains des militaires qui contrôlent CASTC et CASIC. Trois sociétés « privées » devraient élargir ce goulot d'étranglement, dont OneSpace fondée en 2015 avec l'aide du Bureau des sciences et de l'industrie de la défense nationale ; sa première fusée Xinshi 1 devrait être lancée en 2018. Une jeune pousse de Chongqing, ZerOne, doit démarrer une unité de production et Landspace, créée en 2015 par Zhang Changwu, un ancien dirigeant du programme spatial, prévoit son premier décollage en 2018 pour mise en orbite des nano-satellites danois GOMspace avec son lanceur LS1 dérivé de la LM11 (quatre étages à carburant solide). Linkspace (Shenzhen) a annoncé la mise au point de son lanceur réutilisable Xin Gan Xian 1 (similaire au Falcon 9 de SpaceX). Pourtant le lancement ne représente que 10% des coûts ; la fiabilité est fondamentale et tend à favoriser les deux firmes étatiques qui bénéficient d'une longue expérience militaire et civile.

China Academy of Launch Vehicle Technology (partie de CASC) et sa filiale China Great Wall Industry ont déjà lancé 54 satellites pour 20 clients étrangers et réalisé 162 des 245 vols spatiaux de la Chine. Malgré des débuts difficiles et quelques déconvenues récentes, ses lanceurs Long March (LM) ont acquis une réputation et une fiabilité de bon niveau. Les derniers modèles LM5 (lancé en 2016) et LM9 (en développement prévu pour 2025) sont super lourds (870t et 3000t respectivement au décollage) et permettront la réalisation du programme lunaire et de la station spatiale.

Côté militaire, 10 types de missiles sont actuellement en service dans l'armée dont le missile intercontinental de 4^e génération DF 41. China Aerospace Science and Industry, premier fabricant de missiles, et sa filiale Exspace visent 20% du marché mondial de lancement de petits satellites en 2020 : 10 lancements sont prévus par an entre 2017 et 2020 de fusées KuaiZhou mettant en orbite 50 petits satellites dont 10, fabriqués par Chang Guang, sont déjà en attente de lancement. Les lanceurs Kuai Zhou développés depuis 2009 peuvent mettre simultanément en orbites multiples 6 satellites, nécessitent un temps très court de préparation et seulement 10 opérateurs. Exspace facture à ses clients 10.000 USD/kg de charge utile, soit deux ou trois fois moins que la concurrence. Récemment introduit, le nouveau modèle Kuai Zhou 11 pourra placer une charge de 1t en orbite héliosynchrone à 700km ou une charge de 1.5t en orbite terrestre basse à 400km. En février 2018 le nouveau moteur à propulsion solide, testé par CASIC, éclipsera celui de la société américaine Orbital ATK et équipera la prochaine génération de lanceurs Kuai Zhou 21 et 31. Au grand dam de Washington, Greatwall serait en discussions avec le fabricant russe NPO Energomash, leader mondial dans le domaine des moteurs de lanceurs, dont le moteur RD-180 équipe les lanceurs de satellite américains.

L'Espace scientifique : Matière noire et matière grise

Le programme spatial chinois comporte également un volet scientifique. Le Centre National de Science spatiale affilié à l'Académie chinoise des sciences a lancé dans le cadre du 13^e plan un programme d'exploration et de recherche spatiale dans cinq directions : l'envoi de sondes et de satellites en vue d'explorer l'activité solaire, le cycle de l'eau sur terre, l'origine des trous noirs, les ondes gravitationnelles et les poussées de rayons gamma. Un satellite d'exploration de la matière noire a été lancé en décembre 2015 et un télescope à modulation de rayons X a livré ses premières découvertes en décembre 2016. La Chine collabore aussi avec l'Agence Spatiale Européenne pour la mission SMILE (Solar Wind Magnetosphere Ionosphere Link Explorer) prévue pour 2021. Elle a également participé à la mission Cluster de l'ASE sur les phénomènes climatiques spatiaux.

L'Académie chinoise des sciences a mis en service en septembre 2016 le plus grand radiotélescope du monde dans le Guizhou : FAST (Five hundred meters Aperture Spherical Telescope) permet la détection fine des satellites muets, et des molécules interstellaires, l'écoute des pulsars et d'émissions extraterrestres. Le 15 juin 2017 a été lancé le Hard X-

Ray Modulation Telescope (HXMT) pour la détection des trous noirs et des pulsars. La Chine est partenaire pour la prochaine génération du projet collaboratif d'observatoire à interféromètre laser des ondes gravitationnelles.

Très récemment, le détecteur de rayons gamma du satellite Wukong en orbite terrestre a découvert des traces provenant de l'espace profond de la collision de deux masses de matière noire provoquant une énorme explosion d'énergie, ce qui pourrait avoir une importance cruciale sur l'état de la science sur les mystères de la matière noire.

L'écosystème spatial chinois génère des retombées dans de nombreux domaines, certaines d'une utilité pratique immédiate. Ainsi du robot mis au point par les ingénieurs de CASIC permettant de nettoyer l'extérieurs des gratte ciels, du drone qui permet de combattre les incendies dans leurs étages supérieurs, des combinaisons à air conditionné ou de la flasque magique qui permet en quelques seconde de rendre une eau bouillante buvable. Dans le secteur des transports, CASIC développe en collaboration avec CRRC un train volant, équivalent de l'Hyperloop, dont la vitesse maximale pourrait atteindre 4000km/h.

Des secteurs de pointe aussi divers que les imprimantes 3D, les nanomatériaux dont le graphène pour lequel le Jiang nan Graphene Institute avait déposé la moitié des 50.000 brevets mondiaux fin 2016, la robotique, l'intelligence artificielle et l'analyse de macro-données vont bénéficier du fonds de 150md CNY créé mi 2017 par CASC et d'autres acteurs publics (CRRC, ICBC, PSBC, Shanghai Pudong Development Bank, municipalité de Pékin) dédié aux industries stratégiques émergentes.

L'industrie spatiale chinoise a connu pour l'instant une croissance essentiellement organique mais il est à prévoir que les technologies de pointe vont faire l'objet de recherches d'opportunités d'acquisition à l'étranger. Ainsi des semi-conducteurs qui feront l'objet d'un article dans notre lettre 22 et de l'acquisition pour 326m GBP de la société anglaise Gardner Aerospace, fournisseur de Rolls Royce et d'Airbus par la société Ligeance Investments et sa filiale Chengdu Aerospace Superalloy Technology. Gardner produit dans ses 10 usines à travers le monde des composants clés pour les moteurs d'avion et des matériaux en alliages à haute température à utilisation aéronautique et aérospatiale. Ligeance va investir plus de 600m CNY dans une unité de production ultra moderne à Chengdu destinée à être le premier maillon d'une chaîne de fournitures aéronautique et aérospatiale à l'aide d'autres acquisitions d'entreprises de pointe. La politique restrictive des pays occidentaux vis-à-vis des investissements directs chinois pose cependant des obstacles à ce développement, comme le montre l'exemple tout récent du refus du gouvernement allemand d'autoriser le rachat de la société de matériaux composites pour avions Cotesa par une filiale de China Iron & Steel.

■ Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong

LES GROUPES CHINOIS MONDIALISES ■■■

CASC, L'AMBITION SPATIALE CHINOISE A L'INTERNATIONAL

China Aerospace Science and Technology Corporation (en chinois 中国航天科技集团公司) est un conglomérat public qui regroupe l'essentiel des centres de recherche, conception, fabrication et lancement dans le domaine spatial. Issue de l'Académie nationale de défense puis des ministères de l'Industrie aérospatiale, elle a été fondée dans sa forme actuelle en 1999. Anciennement nommée China Aerospace Corporation, CASC détenait fin 2013 un capital de 294md CNY (environ 40md EUR) et comptait plus de 170 000 employés. C'est l'un des deux principaux acteurs chinois dans le domaine spatial avec China Aerospace Science Industry Corporation (CASIC), plus investie quant à elle dans la recherche et la construction de systèmes de missiles et armements pour la défense nationale.



L'entreprise s'est développée autour de 4 grands axes : systèmes aérospatiaux, systèmes d'armement de missiles, applications de technologie aérospatiale et services aérospatiaux. CASC est à l'origine depuis les années 70 des fusées *Longue Marche* ainsi que du vaisseau spatial habité Shenzhou. En 2016, elle a effectué 22 lancements. Plus de 35 lancements sont annoncés pour 2018, un record dans son histoire.

Afin d'acquérir et d'exploiter des nouvelles technologies aérospatiales, CASC a investi dans l'innovation et a développé des partenariats avec des fabricants et centres de recherche étrangers. Elle a ainsi par exemple contracté avec l'allemand SLM Solutions en 2016 afin d'utiliser l'impression 3D pour la production de pièces métalliques sur leurs engins spatiaux afin d'en alléger la structure. Tout récemment, CASC a signé un accord stratégique avec Dassault Systèmes pour poursuivre sa transformation numérique et accélérer l'efficacité et l'innovation de ses programmes spatiaux.

La société a présenté fin 2017 sa feuille de route à long terme avec l'objectif de passer exclusivement aux fusées récupérables vers 2035 et devenir le leader mondial de l'industrie aérospatiale avant 2045. Elle a ainsi annoncé la création vers 2025 d'un avion spatial récupérable. Le projet d'une navette spatiale à propulsion nucléaire d'ici 2040 permettrait de soutenir l'exploration à grande échelle et le développement des ressources spatiales, tout en rendant possible l'exploitation minière sur des astéroïdes et la construction de centrales solaires spatiales. Cette technologie permettrait un temps de trajet plus court vers Mars ou la Lune, voire pour explorer d'autres planètes. On peut citer également le développement de la fusée *Longue*

Marche 8 prévue pour 2020 dont les capacités permettraient le lancement de pratiquement tous les satellites commerciaux modernes et qui placerait la Chine à la pointe du marché international du lancement.

Opérateur majeur de l'ambition spatiale chinoise, CASC se doit de contribuer à construire le corridor spatial d'information dans le cadre de l'Initiative BRI. Elle envisage ainsi de lancer a minima 18 satellites du système de navigation et de positionnement *Beidou-3*. Actuellement, le système *Beidou* couvre une trentaine de pays participant à l'Initiative, dont le Pakistan, l'Arabie saoudite et la Birmanie.

CASC se positionne à l'international en apportant équipements et compétences aux pays émergents qui ont besoin de réseaux de communication et satellitaires performants pour soutenir leur croissance. En Algérie, CASC a non seulement formé des ingénieurs aéronautiques, mais également lancé en décembre 2017 le premier satellite algérien de télécommunications. L'agence spatiale a aussi révélé qu'elle travaillait avec le Brésil sur un satellite commun, dont le lancement par une fusée chinoise est prévu en 2019. Le projet de satellite franco-chinois CFOSat (Chinese-French Oceanic Satellite) développé par les agences spatiales françaises et chinoises (CNES et CNSA), qui permettra d'étudier les caractéristiques du vent et des vagues à la surface des océans, sera placé en orbite en 2018 par le lanceur *Longue Marche* de CASC.

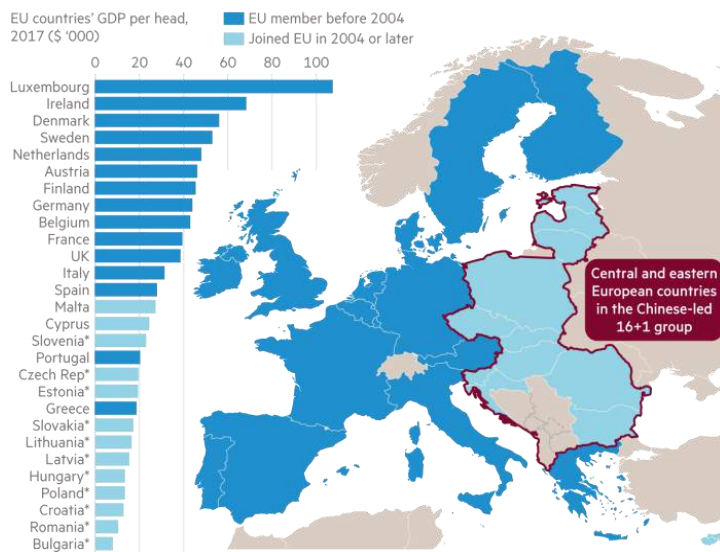


■ Présenté par le Comité France Chine (Eléonore William)

BRI-DIGEST ■■■

LA BRI ET L'EUROPE DE L'EST

China's 16+1 grouping built around EU's newer, poorer members



* EU member also part of the 16+1 group Sources: IMF; FT research © FT

Source : Financial Times

Onze des treize pays ayant rejoint l'Union Européenne depuis 2004 appartiennent avec la Chine au groupe des 16+1 établi à Varsovie en 2012. Albanie, Kosovo, Macédoine, Monténégro et Serbie complètent ce groupe. Grâce aux liens étroits établis avec la Grèce et la Turquie et son effort diplomatique et économique actuel en direction de la Finlande, la Chine se trouve parfaitement positionnée dans l'arc oriental de l'Europe.

Les pays membres de ce groupe sont également, avec la Grèce et le Portugal, les plus pauvres d'Europe ce qui justifie l'approche utilisée par la Chine du financement et de la réalisation d'investissements productifs et commerciaux. Ils sont tous aujourd'hui membres à part entière de l'Initiative Belt and Road, l'Estonie, la Lituanie et la Slovaquie ayant officialisé leur adhésion lors du 7^e sommet économique et commercial des 16+1 tenu fin novembre à Budapest.

Le renforcement des liens de la Chine avec les 16 états a éveillé l'attention des institutions de l'Union et des responsables de ses principaux pays. Le ministre des Affaires étrangères allemand Sigmar Gabriel a demandé en particulier à la Chine

d'observer une « One Europe Policy » lors d'un discours tenu aux diplomates français à Paris fin août. La vive réaction de Pékin à cette allusion directe à la « One China Policy » qu'il réclame aux états occidentaux a révélé s'il était besoin le potentiel de tension généré par les relations sino-européennes.

Plus généralement, ces derniers développements illustrent le contenu du projet chinois de l'initiative BRI. « Deuxième rideau » d'accès au marché européen sur le plan de la géographie pure, l'arc des pays d'Europe de l'est constitue également une cible différente. Si l'Union et les autres pays développés de l'ouest (Suisse, Norvège, Royaume-Uni) sont des terres d'opportunité pour des investissements en technologie et en services, l'Europe de l'est (CEEC ou PECO) regroupe des économies avides d'infrastructures et plus ouvertes à des produits chinois de grande consommation. A des degrés divers, les 16 pays correspondent donc à la définition première (et au premier stade chronologique) des objectifs des nouvelles routes de la soie : ouvrir des voies, délocaliser des industries et capturer des marchés). Certains de ces pays appartenant à l'UE, l'implantation chinoise sur leur sol est d'autant plus judicieuse qu'elle peut ouvrir le marché occidental aux produits manufacturés sur place.

Lors de la réunion de Budapest, le premier ministre Li Keqiang a incité les 17 à accélérer la mise en place des connexions terrestres, aériennes, maritimes et numériques et suggéré aux entreprises de ces pays une « coopération

innovatrice » en matière de capacité de production, d'énergie, de logistique et d'agriculture dans le cadre du plan « Made In China 2025 ».

Sur les neuf premiers mois de 2017, la valeur du commerce transfrontière entre la Chine et les 16 a augmenté de 14% pour atteindre 49md USD. 20 projets d'infrastructure ont été conclus mais le plus emblématique - la liaison ferrée Hongrie-Serbie - a dû être gelé pour violation des règles d'approvisionnement de l'Union européenne. Les objectifs fixés pour les investissements directs croisés ne sont pas atteints avec 9md USD pour la Chine et 1,4 pour les 16. La contribution des fonds structurels européens au financement des infrastructures des pays membres de l'Union reste largement supérieure aux financements chinois.

Mais Pékin vise le long terme et sa politique d'accession à l'Europe est d'une cohérence visible. Immédiatement après Budapest, Li Keqiang s'est rendu à Moscou pour la 6^e réunion des chefs de gouvernement de la Chine et des pays d'Europe centrale et orientale, qui lui a permis d'affirmer à Vladimir Poutine les efforts redoublés de la Chine pour relier l'initiative BRI avec l'Union Economique Eurasiatique, « premier rideau » de la « Ceinture » terrestre.

■ Christophe Granier, CCE France

OPINIONS ET REPORTAGES

Nous commençons la publication d'opinions et reportages sur les Routes de la Soie écrits par des CCE résidant ou voyageant dans les pays de l'initiative BRI. Ci-dessous figure la traduction d'un article publié en langue chinoise dans le Blue Book Management 2017 de l'Académie en sciences sociales écrit par le professeur d'affaires transnationales au Centre International de la BS of Netherlands de Suzhou Lennart Rudstrom et par Marylise Hébrard, CCE Chine.

VUES DES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE

Un regard extérieur sur la direction de projet BRI : vues d'Astana et de Bangkok

La BRI peut représenter une alternative positive aux phénomènes habituellement constatés dans la politique économique et la coopération internationale :

- Alternative aux politiques de développement qui ont mené à des erreurs : dictats et principes inadaptés car formulés par des institutions ne prenant pas en compte les conditions réelles des pays concernés,
- Alternative à des standards et autres critères créant des problèmes aux pays en voie de développement.

La BRI peut accompagner sagement et efficacement la mutation actuelle de l'économie mondiale si elle prend en compte les intérêts de chacun. Les systèmes financiers, légaux, économiques, commerciaux et culturels, seront affectés directement ou indirectement. Des domaines tels que la législation, l'image de la Chine, la compréhension mutuelle ont été déjà expérimentés et l'action de la Chine appréciée par les gouvernements. Il reste aux autres acteurs (individus, universités et entreprises) à participer en responsabilité et contribuer au projet pour obtenir des résultats probants.

La Chine ne doit pas reproduire les erreurs passées. Si elle rencontre des difficultés à mettre en place un système plus performant que l'actuel ordre (occidental), elle risque de perdre une part de sa crédibilité en tant que partenaire actif et respecté des pays en voie de développement. Afin d'illustrer les défis que Pékin va rencontrer, nous examinons deux pays radicalement différents.

Le contexte kazakh

9^e par la surface mais 62^e par la population, le Kazakhstan est un vaste pays peu peuplé devenu indépendant après cinquante ans d'appartenance à l'Union soviétique. Par sa position, le Kazakhstan doit prendre en compte deux grands voisins, Chine et Russie, et garde des liens étroits avec les autres pays d'Asie centrale. Ces liens sont facilités par l'usage d'une langue compréhensible du Xinjiang à la Turquie et la religion commune de l'Islam. Les pays du Golfe encouragent la pratique religieuse par leur aide économique.

Les routes de la soie constituent une opportunité de développement indépendant du grand voisin russe tout en améliorant l'infrastructure nécessaire à un tel pays. A cause de la faible population et du chômage important dans les villes où les industries de l'époque soviétique ont failli, les projets de développement ne doivent pas être vus comme de nouveaux investissements dans les secteurs de l'infrastructure au service de l'économie chinoise. Ils peuvent renforcer la position de carrefour du Kazakhstan tout en développant l'emploi des populations locales dans les secteurs des services et de l'économie digitale.

Le contexte thaï

50^e par la surface et 21^e par la population, la Thaïlande est une nation moyenne sur l'échiquier mondial mais la 2^e économie de l'ASEAN. Le pays est habitué à bénéficier de collaborations bilatérales mais sait protéger efficacement ses intérêts. A la suite de retournements économiques et de protectionnisme rampant, ses anciens modèles, Etats-Unis et Europe, ont été remplacés par l'Inde et la Chine. Le Japon reste le principal investisseur depuis les années 1990. Jamais colonisé et bien intégré sur la scène internationale, la Thaïlande aspire à profiter de ses atouts et de sa position géographique pour devenir le centre de l'ASEAN continentale. Ses exportations représentent plus des 2/3 de son PNB.

Le projet d'infrastructure principal officiel est le corridor économique oriental (EEC) proche de Bangkok, autour du port en eau profonde de Laem Shebang, qui abrite déjà l'un des parcs industriels les plus modernes du pays. Son objectif est de mener le pays vers l'ère de l'industrie 4.0 et le sortir du piège du revenu moyen. Dix industries nouvelles sont prioritaires : automobiles de nouvelle génération, électronique intelligente, tourisme (médical, de bien-être et de luxe), agriculture, biotechnologie, alimentation du futur, robots industriels, logistique et aéronautique, biochimie et biocarburants, digital, médical).

La Chine est le seul pays qui s'est montré capable de convertir les modèles de développement théoriques d'une économie planifiée en croissance réelle sur une longue période (30 ans) en développant des entreprises leaders en technologie. La Thaïlande souhaitant tirer les leçons de cette expérience, il est important que la présence chinoise privilégie la qualité par rapport à la quantité. Le gouvernement thaï considère la BRI comme un facteur clé de succès. La ligne ferroviaire à grande vitesse de Kunming à Singapour traversera la zone de l'EEC. Jusqu'à présent, la population locale en a tiré peu de bénéfice même si le tourisme chinois de masse a démarré. Les activités de la Chine sont concentrées dans les domaines du transport (maritime), de la logistique (entrepôts et services douaniers), la vente d'équipement industriel et la construction.

Dirigé par l'armée depuis le coup d'état de 2014, le pays devrait revenir à un gouvernement civil en 2018. Le régime militaire a apporté la stabilité nécessaire à l'élaboration de plans d'investissement longs mais le pays reste divisé et même des personnalités éminentes critiquent la politique d'industrie 4.0.

Principales interrogations

Les questions posées par les projets de la BRI sont fondamentalement identiques dans les deux pays.

Réseaux de transport

- La crainte que l'infrastructure de transport réponde plus aux intérêts chinois qu'aux besoins du pays hôte inclut celle de voir la Chine se réserver le contrôle financier et technique des opérations, l'emploi et les occasions d'affaires. Une preuve indirecte de cette crainte est la difficulté pour les Chinois d'obtenir un visa d'entrée au Kazakhstan.
- La BRI est souvent perçue sous son aspect réducteur de simple réseau de communications. Les autres domaines (échanges culturels et coopération approfondie) sont absents ou peu apparents pour un observateur extérieur.
- En matière économique et environnementale, les conséquences dépendent du contexte local social et géographique. En Thaïlande par exemple, les routes et trains surélevés peuvent avoir un impact majeur sur les inondations dans des provinces entières. Si l'introduction d'une ligne ferrée à grande vitesse favorise les liaisons entre gares éloignées, le micro-réseau local est oublié. Loin des compagnies locales de minibus jugées dangereuses, un projet de connexion locale avec les nouvelles lignes doit être réalisé.

Parties prenantes

- Les négociations liées à la BRI se déroulent surtout avec les gouvernements La société civile (individus, académies, médias) n'y prend aucune part. Cela ne favorise ni la transparence ni l'acceptation. Thaïlande et Kazakhstan ont des gouvernements autoritaires peu habitués à maintenir des relations proches et efficaces avec leur peuples.

Image du projet

Une communication efficace est nécessaire pour susciter une adhésion qui favorisera le succès de l'opération.

- Des soupçons de corruption et de favoritisme sont souvent repris par les médias. Ils sont le résultat du défaut de transparence déjà évoqué et d'une image de la Chine déjà ancienne, mais viennent également du fait que les pays traversés par les routes de la soie ne sont pas des modèles en la matière.
- La BRI peut être difficile à comprendre pour les médias occidentaux à cause de sa taille exceptionnelle mais aussi des méthodes de travail en Asie. Ayant plus de lecteurs domestiques qu'étrangers, les journaux locaux en langue anglaise sont des supports nécessaires pour une communication correcte sur le projet.

Savoir-faire et management international

Certains obstacles rencontrés par les projets de la BRI sont dus à des problèmes généraux liés au processus d'internationalisation des entreprises chinoises, déjà évoqués dans la littérature académique:

1. "Le handicap de l'Étranger": à l'étranger, l'entreprise est en relation avec des institutions et des sociétés inconnues – situation qui n'est pas encore dans l'ADN de nombreuses sociétés chinoises.
2. Présence réduite: Sorties récemment de leur pays et peu implantées directement, les sociétés chinoises sont rares, d'autant que leur nombre est lui-même réduit en Chine. Il devient donc malaisé pour elles de compter sur l'aide d'autres compatriotes dans le même secteur et leur compétitivité s'en trouve affaiblie face aux sociétés étrangères.
3. Communication intersectorielle réduite: De par leurs habitudes sur le marché domestique, les sociétés chinoises ne sont pas habituées à travailler avec leurs homologues d'autres secteurs. Les fédérations et les départements gouvernementaux sont organisés par secteurs et ne peuvent non plus constituer une aide par leur expérience.
4. Usage limité de la RSE pour s'engager dans de nouveaux marchés. En Chine, la RSE est plus développée dans les petites sociétés privées innovatrices que dans les grandes sociétés d'état.
5. Expérience chinoise: Bien des problèmes rencontrés dans le pays hôte sont des sujets déjà connus et traités. Les réseaux de transport et les programmes d'infrastructure ont été discutés avant le démarrage de la BRI mais les imposer tels quels aux gouvernements et parties prenantes locales contredirait la doctrine chinoise de non-ingérence qui rassure le pays hôte. Pour s'impliquer efficacement avec l'ensemble des parties prenantes, il n'y a pas d'autre solution que constituer des équipes biculturelles et chercher des interfaces naturelles. Dans nos cas de figure, les populations habitant les frontières chinoises avec la Thaïlande et le Kazakhstan sont ces interfaces qui permettent les échanges par leur culture et leur langue.

Bénéfices potentiels

Hors profits générés directement par les nouveaux réseaux de transport, la BRI peut créer des gains sociétaux et économiques dans certains secteurs :

Construction d'écosystèmes

Un projet centré sur l'infrastructure de transport apparaît comme le moyen de distribuer massivement des produits chinois sur de nouveaux marchés. Une méthode pour combattre cette image est de lancer des coopérations dans des secteurs de haute valeur ajoutée. Les sociétés chinoises présentes dans les expositions d'innovation et de high-tech le sont trop souvent de manière institutionnelle sous la houlette du gouvernement de Pékin, ce qui n'encourage pas l'esprit

de start-up et les coopérations concrètes. Sans un but commercial précis et une forte image d'entreprise, les discussions amicales ne se transformeront pas en mariages féconds.

Coopération transfrontière au niveau de l'entreprise

L'ASEAN est une zone très compétitive où beaucoup d'entreprises de nombreux pays luttent pour une part de marché. Pour les start-ups, le marché domestique est trop réduit. Le projet récent de promouvoir le lancement de « start-ups ASEAN » vient de l'observation des jeunes pousses chinoises (Alibaba, WeChat...), nourries sur un marché national très étendu, ce qui leur a permis de se lancer à l'international.

Les solutions de plateformes du style Alibaba et WeChat peuvent créer en Thaïlande des écosystèmes entiers de petites sociétés. Les projets actuels d'installation d'Alibaba dans l'AEC peuvent montrer la voie à des collaborations sino-thaïes entre des petites sociétés disséminées sur le territoire, et les fusions ou coopérations entre sociétés gérées par la BRI peuvent être une réponse au problème mondial du faible taux de succès constaté dans les incubateurs.

Règlementations: standards, normes et lois

La transparence peut éviter le soupçon de corruption. La Chine doit mettre en place des normes concernant les pratiques (construction, production) et les biens importés ou exportés par les nouvelles routes.

Pour satisfaire les besoins du cadre économique présent et à venir, ces normes doivent être développées par les nouveaux acteurs et concerner :

- les conditions de travail: protection des employés, leurs parents et, plus largement, l'environnement social.
- les conditions de production: traçabilité des matières premières, traitement des déchets.
- la protection de l'environnement (particulièrement pour les matières premières nécessaires à la construction, les ressources utilisées pour le transport, les adjuvants de fabrication, le traitement des déchets) et le contrôle de l'exploitation des ressources naturelles.

Les lois et réglementations contractuelles sont des outils utiles pour les échanges commerciaux et économiques, et parmi eux les partenariats public-privé, largement utilisés dans le cadre de la BRI. Les relations ainsi créées avec des entreprises ancrent le partenariat dans le pays hôte et leur donnent une visibilité locale en améliorant leur image.

Des méthodes d'approvisionnement strictement régies par la loi ou le contrat évitent de les soumettre à la corruption et au favoritisme car les liens entre administration et entreprises sont contrôlés. Les critères de sélection des entreprises doivent suivre un processus transparent.

Solutions substitutives aux normes

Des exemples de normes mal définies ou mises en application de façon maladroite existent dans des pays forcés d'appliquer des normes non adaptées à leur niveau de développement et leur environnement social: la conséquence a souvent été un ralentissement du développement économique et social.

Des accords bilatéraux peuvent se substituer à l'importation de normes inadaptées aux conditions locales. Ces accords doivent dessiner une relation ouverte prenant en compte une perspective régionale et internationale élargie. Le défi est de conclure un grand nombre de ces accords et de coordonner leurs effets sur une grande échelle.

Des "valeurs asiatiques" pourraient constituer certaines normes dans quelques pays concernés par la BRI. Si les religions ne peuvent être un facteur d'unité au vu de leur diversité, les valeurs sociétales liées à l'entraide familiale et sociale, les traditions rurales et communautaires sont presque partout partagées. Des réglementations et normes basées sur elles peuvent servir de ciment social.

Implication des parties prenantes

Les groupes asiatiques utilisent désormais intensivement de nouveaux canaux de communication tels que médias sociaux et réseaux organisés. Destinés à améliorer la compréhension mutuelle, ils peuvent dériver vers des conflits explicites. Ce type de connexion avec des acteurs externes semble approprié dans les problèmes sociétaux élargis créés par les projets de la BRI si les parties prenantes sont clairement identifiées au début du projet.

De nouveaux types de partenariats peuvent être utilisés pour mieux connecter des éléments étrangers ou opposés. Déjà habituée à travailler en Chine avec des ONG internationales, la Chine peut utiliser le même canal pour la gestion de projets dans les pays hôtes. Hors BRI, un partenariat intéressant existe en Thaïlande entre Thai Union Group, producteur de 20% des produits à base de thon dans le monde ; une meilleure compréhension réciproque doit permettre une meilleure commercialisation des produits de TUG en Europe. L'expérience de la Chine dans la collaboration avec les ONG peut améliorer l'efficacité des projets BRI : si ces projets peuvent devenir des exemples de gestion dans une région à la grande diversité, le vecteur d'image sera puissant.

Sécurité et contrôle de l'internet

Les projets de la BRI rencontrent des problèmes de sécurité dans les régions frontalières éloignées. Si ceux liés au trafic de drogue, d'armes et de marchandises relèvent des polices locales et non de gestion de la BRI, les projets de cette dernière peuvent en pâtir mais participer à leur solution. Une meilleure couverture par le réseau de télécommunications et la standardisation des procédés de géolocalisation des marchandises accompagnera les projets BRI. Très utiles pour les recherches policières, ces procédés verront leur mise en place transfrontière facilitée par la nature de la BRI.

Partage des savoirs

La plupart des suggestions ci-dessus demandant un partage des savoirs, des ateliers académiques internationaux dans la région peuvent aider à anticiper certains obstacles, tensions ethniques ou nationales, incompatibilité entre méthodes de travail locales et gestion à la chinoise, problème d'accès aux archives et accroissement d'une géo-politisation.

Les études académiques sont des sources utiles et des ateliers actifs peuvent renforcer la compétence interculturelle de leurs membres. La recherche académique peut s'avérer difficile dans les régions concernées à cause de traditions

culturelles différentes (par exemple l'héritage soviétique), de difficulté d'accès aux archives et au rassemblement de traditions orales. Les enseignants asiatiques ont également des difficultés à accéder aux débats mondiaux, aux sources et bases de données informatisées, et à publier le résultat de leurs recherches dans des publications internationales. L'étape fondamentale pour l'accroissement des compétences et la constitution de réseaux de contact mondiaux. La constitution de systèmes d'information communs est un accélérateur efficace de promotion de l'échange des savoirs entre groupes disparates.

Les jeunes talents de tous bords sont très intéressés par la connaissance des autres pays. En ASEAN, les étudiants sont la cible de nombreuses campagnes d'« identité ASEAN ». Mais ils ont besoin d'opportunités concrètes pour réaliser leurs rêves et explorer leur environnement.

Conclusion

Bonne décision et efficacité dans la gestion de projets demandent une vision claire des résultats finaux. Les effets sociétaux qui sont envisagés ci-dessus sont liés intimement à la gestion de projets. Même si les décisions quotidiennes relèvent d'une pratique terre à terre, un gestionnaire de projet doit être stimulé par une vision plus large de sa mission.

Le gestionnaire d'aujourd'hui doit maîtriser un éventail très large de compétences professionnelles pour exécuter les tâches qui lui ont été assignées : gestion des parties prenantes, communication sur le projet, processus d'internationalisation et management interculturel sont des atouts nécessaires pour accomplir les projets de la BRI.

La complexité et l'interdépendance croissantes des disciplines demande une attitude ouverte et curieuse plutôt que des efforts dispersés. Une compétence généraliste permet au directeur de projet de comprendre rapidement les questions et surprises quotidiennes et agir en conséquence, c'est à dire écarter, rapporter, déléguer, examiner plus en détail ou tout simplement exécuter. ■ Marylise Hébrard (CCE Chine) et Lennart Rudstrom

NOUVELLES BREVES DES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE

- Un comité de coordination sino-pakistanaïse décide de continuer la 2e phase du projet de corridor CPEC chiffrée à 57md USD malgré le rejet par les Pakistanais de la collaboration pour le barrage de Baisha et de l'utilisation du CNY comme monnaie dans la zone spéciale portuaire de Gwadar (SCMP, 21/11)
- Le logisticien néerlandais Nunner et l'opérateur ferroviaire autrichien Rail Cargo Group (2^e en Europe) vont lancer en mars 2018 une ligne ferroviaire de fret Amsterdam-Yiwu labellisée BRI (Communiqué interne, 29/11)
- China Economic Information Services, filiale de l'agence Chine Nouvelle, établit avec une vingtaine de cercles de réflexion européens un partenariat pour l'information financière de la Route de la soie (Xinhua, 2/12)
- 30 pays de l'initiative BRI ont déjà accepté l'usage national du système chinois de navigation Beidou qui aura positionné fin 2017 30 satellites sur les 35 prévus au total (The Economic, 7/12)
- Durant les 10 premiers mois de 2017, la valeur des contrats de projet signés dans les pays de l'initiative BRI a dépassé 100md USD et les investissements chinois 11md USD (CGTN, 11/12)
- D'ici 2020, Standard Chartered Bank proposera 20md USD de financement dans le cadre de la BRI (SCMP, 17/12)
- China Development Bank et Guangxi Investment Group vont établir un fonds de 50md CNY pour des projets dans le cadre de la BRI dans la province du Guangxi et les pays de l'ASEAN (Xinhua, 17/12)
- L'ancien premier ministre britannique David Cameron présidera le fond d'investissement doté de 750md GBP liant le Royaume-Uni avec l'initiative chinoise BRI (CGTN, 18/12)
- Au cours de 2017, plus de 3270 trains-cargo ont emprunté les 57 « lignes » entre la Chine et l'Europe, soit plus de la moitié du total historique absolu depuis la création des lignes (6235 au total) (Xinhua, 26/12)
- L'Université du Ningxia et l'Université Hasan Ier du Maroc créent un institut conjoint qui focalisera ses études sur l'initiative BRI (Focac, 5/1)

Lectures conseillées : Notre article « **Qui a peur des nouvelles routes de la soie ?** » dans l'édition annuelle *Perspectives 2018* de la revue des CCEF « Entreprendre à l'International » à paraître en février 2018.

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE ■■■

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- Selon le Ministère de l'industrie, plus de 85% des pièces électroniques fondamentales pour la défense et la haute technologie en Chine sont désormais fabriquées localement (CD, 21/11)
- Selon Ant Financial, le nombre d'utilisateurs des paiements par téléphone en Chine a dépassé 520m. Selon la banque centrale, le nombre de ces paiements au 2^e trimestre 2017 a augmenté de 41% à 8,6md (Xinhua, 23/11)
- Selon la NDRC (ex-commissariat au Plan), les entreprises chinoises à l'étranger ont engagé en 2016 118 000 agents locaux de plus qu'en 2015 et emploient au total 1,3m de nationaux étrangers (Xinhua, 23/11)
- Selon le consultant CBRE, les investisseurs chinois en immobilier ont dépensé 3,96md GBP au Royaume Uni au cours du 1^{er} semestre 2017, contre seulement 2,69md au cours de toute l'année 2016 (Jing Daily, 27/11)
- La Chine aura 200 000 autobus électriques publics à la fin de 2017 et en prévoit 600 000 en 2020 (Caixin, 1/12)
- Selon WIPO, agence genevoise de l'ONU pour la propriété intellectuelle, sur les 3,1m de demandes de brevets déposés en 2016, 1,3m l'ont été par la Chine, qui représente 98% de l'augmentation annuelle (AP, 6/12)
- Durant les 11 premiers mois de 2017, la Chine a reçu commande de 324 navires pour un tonnage de 7,1mt et passe devant la Corée (5,7mt) pour la première fois depuis 7 ans (CD, 12/12)

- Selon l'UEFA, 70% des prises de contrôle de clubs de football européens par des étrangers (10 en 2017) ont été effectuées par des intérêts chinois (Chinapuls, 2018 01)

PRINCIPAUX RESULTATS MACROECONOMIQUES DE FIN D'ANNEE 2017

- Résultats du commerce extérieur: +10,8% les exportations, +18,7% pour les importations, +14,2% pour le total de 4380md USD, mais -14,2% pour l'excédent (GT, 12/1)
- Selon le MoC, les investissements directs à l'étranger ont baissé de 29,4% à 120md USD (GT, 16/1) A noter que l'American Enterprise Institute (Think tank Heritage) annonce un total supérieur à celui de 2016 (185md).
- Avec 6,9%, la Chine enregistre une hausse du rythme de croissance du PNB pour la 1^e fois en 7 ans (AFP, 18/1)
- La production industrielle a progressé de 6,6% contre 6% en 2016, le revenu disponible de 7,3% à 4033 USD, les ventes au détail de produits de consommation de 10,2% à 5690md USD et les investissements en capital fixe de 17,2% à 9,8md USD, ceux des sociétés privées de 6% et ceux des sociétés d'état de 10,2% (Xinhua, 18/1)

Politique extérieure, décisions relatives à /la mondialisation

- La baisse des droits d'entrée en Chine sur 187 produits les ramène en moyenne de 17,3 à 7,7% (SCMP, 24/11)
- La réglementation cadre des banques de développement publiée le 15/11 donne à l'Eximbank le rôle de soutien au commerce international et à l'internationalisation des entreprises chinoises (Amb.France, 26/11)
- Le Bureau de l'état chinois pour la propriété industrielle et le Bureau européen des brevets signent un nouvel accord global de partenariat renforcé pour l'examen approfondi des demandes réciproques (CD, 27/11)
- Signe d'un adoucissement de la position gouvernementale, la NDRC autorise par écrit Wanda à effectuer une émission d'obligations à l'étranger (SCMP, 29/11)
- L'Organisation de Coopération de Shanghai accueille pour la première fois l'Inde comme membre à part entière lors de la rencontre de haut niveau de Sochi en Russie (GT, 30/11)
- L'ancien ministre des affaires étrangères australien commente l'adhésion au QUAD, Dialogue quadrilatéral sur la sécurité (avec les Etats-Unis, l'Inde et le Japon) et demande de rester neutre vis-à-vis de la Chine (SCMP, 5/12)
- Le géant de la logistique SF Express va construire dans le Hubei le 1^{er} aéroport de fret asiatique (AT, 14/12)
- Considéré comme trop favorable à la Chine et anticonstitutionnel, le traité de libre-échange bilatéral signé à Pékin par le président des Maldives est très mal accueilli dans son pays qui le considère comme un diktat (ANI, 19/12)
- Le Pakistan autorise formellement le CNY pour ses règlements commerciaux avec la Chine (Reuters, 19/12)
- Une directive du Ministère de l'Industrie prévoit la promotion de l'industrie du drone avec un objectif de production de 27md USD en 2025 et un maintien du taux d'exportation à 70% de la production (Caixin, 22/12)

Innovations, réformes économiques

- Les 4 premiers « champions » de l'intelligence artificielle sélectionnés par Pékin sont Baidu (conduite autonome), Alibaba (ville intelligente), iFlytek (reconnaissance vocale) et Tencent (diagnostic médical) (SCMP, 21/11)
- Un Boeing 787 de HNA réalise le 1^{er} vol transcontinental (Pékin-Chicago) en utilisant comme carburant de l'huile de cuisson usagée de restaurants chinois (CD, 23/11)
- Filiale de China South Rail, Sifang vient de produire le premier tramway à propulsion par hydrogène (XH, 23/11)
- L'hélicoptère furtif sans pilote AV500W capable de porter 120kg d'armement fait son vol inaugural (CD, 25/11)
- 4 autobus autonomes ont été testés sur une ligne de 1,2km dans la ville de Shenzhen (Caixin, 5/12)
- Un petit cargo « USV » à propulsion électrique mis au point par la société de Shenzhen Oceanalpha pourra transporter sans aucun équipage 500 tonnes sur 500 miles nautiques à partir de 2019 (CD, 7/12)
- China 3 Gorges connecte au réseau la plus grande centrale solaire flottante au monde, installée dans l'Anhui sur un lac d'effondrement d'un site minier abandonné (CD, 12/12)
- L'Université du Zhejiang développe une batterie pliable graphène-aluminium, moins puissante que lithium-ion mais pouvant être chargée en une seconde et conserver 91% de sa capacité après 250 000 utilisations (Xinhua, 23/12)
- Premier vol d'essai du plus grand hydravion au monde, l'AG600 « Kunlong » (Caixin, 25/12)
- CRRC présente sa nouvelle voiture de métro en fibre de carbone, 35% plus légère que celles en métal (GT, 7/1)
- 2 vaccins chinois antipoliomyélique et contre l'hépatite A obtiennent la pré qualification de l'OMS (Xinhua, 9/1)
- Le téléphoniste Vivo (groupe BBK) présente son combiné déverrouillable par empreinte digitale (SCMP, 10/1)
- Preuve d'un saut technologique important, la Chine discute avec l'Allemagne pour lui fournir des lames de réacteur à haute résistance pour la fabrication de moteurs d'avion (SCMP, 14/1)

Fusions, diversifications, nouveaux secteurs, réorganisations

- En 2018, le Banco Comercial Portugues (contrôlée à 25% par Fosun) sera la 1^e banque non-chinoise à émettre des cartes de paiement munies du service Union Pay (Amb.France, 26/11)
- ICBC collabore avec JD.com pour offrir des services financiers digitaux (Caixin, 28/11)
- Pour élargir sa gamme, JD.com acquiert la plateforme de services après-vente automobile Tqmall (Caixin, 1/12)
- Après un an de réforme de ses docks, Shanghai Waigaoqiao Shipbuilding, filiale de CSSC, lancera la production de bateaux de croisière avec une capacité de construction simultanée de 3 à 4 unités (CD, 5/12)
- CNBM et SINOMA, respectivement 1^{er} et 4^e producteurs de ciment chinois, fusionnent pour former le premier producteur mondial qui espère gérer 100 cimenteries (contre 35 aujourd'hui) dans les pays de la BRI (SCMP, 6/12)
- Utilisant un montage rare, ChemChina extrait les actifs de son acquisition le géant de la machinerie allemande KraussMaffei et les loge dans sa filiale Qingdao Tianhua qui sera cotée en bourse de Shanghai (Caixin, 12/12)
- Tencent acquiert pour 638m USD 5% des supermarchés Yonghui dont JD.com est actionnaire (Bloomberg, 17/12) et investit avec JD.com 863m USD (12,5%) dans le discounter en ligne Vipshop (Reuters, 18/12)

- En 2018, le conglomérat Wanda et le géant du commerce Suning s'engagent à coopérer « sur une grande échelle » par le biais de participations communes (Caixin, 20/12)
- Le constructeur automobile Geely acquiert pour 3,23md USD 8,2% du capital de Volvo Trucks (Reuters, 27/12)
- Un groupe d'investisseurs mené par Fosun investit dans le 3^e loueur de cycles en partage Youon Hellobike, qui mise sur le marché des villes moyennes et petites (Caixin, 28/12)

Accords, contrats et marchés significatifs

- Gezhouba (chef de file), Sinohydro et CGCOOC signent avec le gouvernement nigérian un contrat de 5,8md USD pour la construction du barrage hydro-électrique de Mambilla, un record à l'étranger (Xinhua, 14/11)
- Pour 2md USD, deux sociétés chinoises vont construire la 4^e ligne de métro de Kiev (Xinhua, 23/11)
- Le Pakistan confie à CNNC la construction d'un troisième réacteur Hualong PR de 1000 mégawatts (SCMP, 25/11)
- Le service digital d'appel de taxis Didi Chuxing achète la société de paiement en ligne 19Pay (Caixin, 20/12)
- Aux termes d'un accord signé entre les Départements des Transports des deux pays, le nombre des vols hebdomadaires entre la Chine et le Royaume Uni va passer de 100 à 150 (Business Traveller, 13/12)
- Zhenhua Oil signe avec le gouvernement irakien un contrat pour développer la partie méridionale du gisement de pétrole « géant » de Bagdad-est (Reuters, 25/12)
- CCECC obtient un contrat de 544m USD pour la construction d'une voie ferrée de 263km en Iran (GT, 2/1)
- Un consortium mené par China Harbour va investir 1md USD pour construire 3 immeubles de 60 étages dans la cité financière sur le port de Colombo au Sri Lanka (Reuters, 3/1)
- Deux filiales de China Machinery (CMEC) emportent un contrat de 380m USD pour construire 3000 tours de télécommunication au Myanmar (GT, 8/1)

Investissements, acquisitions

- CEFC China Energy va acheter pour 500m EUR le producteur et distributeur tchèque de programmes télévisés CME. C'est le troisième média investi en Tchéquie par CEFC depuis deux ans (SCMP, 23/11)
- Ping An et des sociétés parentes investissent 121m USD pour devenir le 2^e actionnaire de Fullerton, groupe singapourien de santé actif en Asie du sud-est et Australie qui veut se développer en Chine (SCMP, 28/11)
- Pour 1,1md USD, Citic Agri Fund acquiert quatre centres de recherche et de production de graines de maïs au Brésil et la marque Morgan de Dow Chemical qui a dû les vendre suite à sa fusion avec DuPont (Caixin, 4/12)
- HNA et le groupe local Charoen Pokphand vont contribuer chacun pour 20% à un fonds de 5md USD pour financer le projet d'infrastructure du « corridor économique oriental » de Thaïlande (SCMP, 5/12)
- Avec 5,01% contre 6,99%, l'assureur Ping An devient le 2^e actionnaire d'HSBC derrière Black Rock (Caixin, 6/12)
- Tsinghua Unigroup acquiert 7% du fabricant allemand de semi-conducteurs Dialog (Caixin, 6/12)
- Une filiale du groupe laitier Feihe acquiert pour 29m USD l'américain Vitamin World en faillite (Reuters, 19/12)
- China Tibet Summit Resources et le fonds NextView Capital vont acquérir le producteur canadien Lithium X pour 206m USD (FT, 19/12)
- Déjà actionnaire minoritaire, le géant chinois du transport à la demande digitalisé Didi Chuxing va acquérir la majorité de 99, société brésilienne concurrente d'Uber, dont la valeur est estimée à 1md USD (TechCrunch, 3/1)
- JD.com devient un des principaux actionnaires de la société d'e-commerce vietnamienne Tiki.vn (Xinhua, 18/1)

Désinvestissements, retraits, échecs, obstacles

- Depuis l'annonce de résultats trimestriels préoccupants, le géant de l'informatique Lenovo a vendu plus de 400m USD d'actifs dans l'immobilier et la recherche (Caixin, 29/11)
- L'absence d'accord du comité américain pour les investissements étrangers retarde à nouveau l'achat de l'assureur Genworth par China Oceanwide, (2,7md USD) jusqu'en avril 2018 (Caixin, 30/11)
- Un an après sa proposition par la Commission européenne, la législation révisée des importations est publiée dans le J.O. de l'Union. Visant la Chine, elle détermine le calcul du dumping sur les imports d'états extérieurs (20/12)
- L'Office des Investissements d'Outremer néo-zélandais bloque l'acquisition (463m USD) par HNA de UDS Finance, filiale de financements d'actifs de la banque ANZ (FT, 21/12)
- CEO du groupe, Tan Xiangdong déclare à des journalistes qu'HNA va vendre des immeubles à New York et Sydney ainsi que 100 filiales pour réduire son endettement (Caixin, 22/12)
- La Commission européenne ouvre une enquête sur les subventions reçues en Chine par les constructeurs de vélos électriques qui représenteraient 25 à 40% du prix de vente final (Les Echos, 22/12)
- Pour raisons de sécurité nationale, le Comité américain des investissements étrangers fait obstacle à l'acquisition de Moneygram, spécialisé en transferts monétaires, par Ant Financial, filiale d'Alibaba (Reuters, 2/1)
- Des membres du parlement américain demandent à ATT de rompre ses liens commerciaux avec Huawei et s'opposent à l'entrée de China Mobile aux Etats Unis pour raisons de sécurité (Reuters, 16/1)

Projets en cours

- Le téléphoniste Xiaomi va construire sa 3^e usine en Inde, consacrée aux chargeurs de téléphones (Caixin, 23/11)
- Guangzhou Automobile (GAC) est en discussions avancées avec des partenaires locaux pour construire une usine de fabrication d'automobiles en Iran (CD, 24/11)
- Le constructeur Geely et son unité Volvo envisagent de construire les véhicules de la nouvelle marque du groupe « Lynk & Co » dans leurs usines de Belgique et des Etats Unis (Reuters, 29/11)
- La Chine va consacrer 22md CNY à la recherche sur la propulsion de bateaux, avions et drones par réacteur atomique au thorium, technologie abandonnée dans les années 1970 (SCMP, 5/12)
- La NDRC (ex-Commissariat au Plan) a fixé l'agenda des discussions avec la Grèce concernant le projet d'investir dans le port grec d'Elefsina et sa desserte ferroviaire (Agences, 6/12)

- China Telecom doit devenir le 3^e fournisseur de téléphonie mobile et seul étranger aux Philippines (SCMP, 11/12)
- Entre autres projets, la Chine et la Finlande ont commencé leurs discussions sur la liaison par fibre optique dans un câble sous-marin de 10 500km déposé sur les fonds de l’océan Arctique (Bloomberg, 13/12)
- Parmi les sept sociétés candidates à l’appel d’offres pour la conception et le développement de l’ancienne base aérienne américaine de Clark aux Philippines, quatre sont des sociétés d’état chinoises (Asia Times, 14/12)
- China Resources Power Holdings et sa maison-mère CRC vont déboursier 600m GBP pour une participation de 30% dans la ferme éolienne offshore britannique Dudgeon (SCMP, 19/12)
- Fosun est en pourparlers exclusifs pour acheter le fabricant de lingerie italien La Perla (Reuters, 19/12)
- Shandong Ruyi serait bien placé pour le rachat de la marque de luxe suisse Bally (Bloomberg, 8/1)

Implantations à l’étranger, délocalisations, nouveaux services internationaux

- CRRG Changchun, filiale du constructeur ferroviaire, ouvre un siège et un centre de R&D à Melbourne (XH, 25/11)
- Un centre logistique dédié aux échanges de produits agricoles entre la Chine et l’Europe centrale et orientale ouvre à Plovdiv, 2^e ville de Bulgarie (GT, 26/11)
- China Overseas Holding commence la commercialisation des 781 unités de son complexe de luxe « 99 Hudson » de 79 étages, le plus haut immeuble du New Jersey (SCMP, 29/11)
- China Mobile, ZTE et l’américain Qualcomm réalisent ensemble le 1^{er} test inter opérationnel de liaison radio sous spécifications 5G, stade crucial pour mettre en place la commercialisation du nouveau standard (CD, 4/12)
- La jeune pousse shanghaienne de reconnaissance faciale Yitu ouvre un centre de R&D à Singapour (CD, 4/12)
- BYD signe avec le gouvernement marocain le contrat de construction d’une usine d’automobiles électriques qui emploiera 2500 personnes dans la zone d’activités de Tanger (Xinhua, 11/12)
- SICO, 1^{er} téléphone mobile égyptien, est assemblé à 55% localement avec des pièces chinoises (Quartz, 13/12)
- JAC Motors construit sa première usine de montage au Brésil dans l’état de Goiás pour 61m USD (Xinhua, 19/12)
- Laidian Technologies installe ses 10 premiers distributeurs de charge de téléphone en Indonésie (CD, 26/12)
- Le développeur de biopharmacie KBP Biosciences transfère son siège à Philadelphie aux Etats Unis (Caixin, 8/1)
- Fosun va créer aux Etats Unis une filiale de fabrication de médicaments et de systèmes médicaux (Caixin, 11/1)

Partenariats

- La société publique Weichai Power et Robert Bosch Allemagne signent un accord de coopération pour développer ensemble des piles à combustible pour les véhicules à hydrogène (Caixin, 23/11)
- Intercontinental Hotels Group et Baidu formalisent leur coopération pour la mise en fonction de chambres d’hôtel intelligentes répondant aux souhaits des clients sur simple demande orale (GT, 29/11)
- Guangzhou Automobile et le Japonais Denso signe un accord de coopération dans les domaines des pièces détachées, des véhicules à énergie nouvelle et autonomes (GT, 29/11)
- Alibaba Cloud et le finlandais Eficode Oy ouvrent à Helsinki un centre d’innovation commun pour améliorer la coopération entre entreprises, chercheurs et éducateurs des pays nordiques et de la Chine (Xinhua, 1/12)
- Alibaba et Ford signent un accord pour explorer leur coopération dans les domaines du cloud, de la connectivité et des ventes par portail digital sur Tmall (Reuters, 7/12)
- Le suédois Spotify, leader occidental de sa spécialité avec 140m de clients et Tencent échangent une participation croisée non révélée (10% ?) pour coopérer dans le domaine du streaming musical (Les Echos, 11/12)
- JD.com et l’Université de Tsinghua créent avec Wal-Mart et IBM la Blockchain Food Safety Alliance pour tracer l’origine et le cheminement des produits alimentaires (Caixin, 15/12)
- Alibaba Cloud signe des partenariats d’intelligence artificielle avec la société australienne d’e-commerce ICONIC et d’internet des objets avec l’Université Khalifa des Sciences et Techniques aux Emirats (GT, 17/12)
- La plateforme chinoise d’échange de cycles Mobike annonce un partenariat stratégique et une prise de participation dans sa filiale locale du plus grand réseau social digital japonais LINE (CD, 21/12)
- Ant Financial, filiale de paiements d’Alibaba, rejoint le consortium international des paiements sécurisés EMV qui regroupe Visa, Amex, Mastercard, JCB, CUP et Discover (Caixin, 27/12)
- Honda et AutoNavi, unité cartographie d’Alibaba, sont partenaires pour la mise au point d’un système embarqué intelligent connecté à internet permettant des réservations en ligne (CD, 4/1)
- Le détaillant en ligne de mode Meili forme une JV avec JD.com pour profiter de sa logistique (Nikkei, 4/1)

Actions et évènements affectant l’image de « China Inc. » à l’étranger

- La Chine fait un don de 2m USD à l’UNICEF pour lutter contre la malnutrition infantile en Somalie (FOCAC, 22/11)
- Alibaba s’engage à verser 1,5md USD en cinq ans dans un fonds pour éradiquer la pauvreté par l’éducation, l’entrepreneuriat, la promotion des femmes et la protection de l’environnement (GT, 1/12)
- Les douanes américaines accusent DJI, premier fabricant mondial de drones, d’utiliser les logiciels dont ils sont équipés pour capter des informations sensibles destinées au gouvernement chinois (Les Echos, 4/12)
- Pose de la première pierre à Grand Bassam du lycée d’excellence de l’amitié ivoiro-chinoise prévu pour 1000 élèves, don de la Chine pour une valeur de 13,5md FCFA (Focac, 5/12)
- Impliqué dans un scandale de corruption pouvant laisser penser que la Chine interfère dans les affaires du pays, le sénateur travailliste australien San Dastyari est forcé à la démission (BBC News, 12/12)
- L’ex vice-chancelier allemand Philip Rösler est nommé à la tête de la fondation philanthropique du groupa HNA aux Etats-Unis (AP, 17/12)
- Opéré par une filiale de HNA, le premier vol commercial de touristes chinois atterrit en Antarctique (GT, 17/12)
- Premier mondial avec 200m d’utilisateurs en Chine, le jeu vidéo de Tencent **Honor of Kings** est lancé sur le continent américain sous la marque **Arena of Valor** (The Verge, 18/12)

- Dans le cadre la coopération liée à la BRI, l'Administration chinoise de l'héritage culturel va participer à des fouilles en Arabie, en Iran et au Kazakhstan et restaurer des pagodes de Bagan au Myanmar (CD, 23/12)
- La Chine demande le retrait du contenu « illégal » des sites internet et les excuses de Zara, Delta et Medtronic qui mentionnent Taiwan comme pays (AP, 12/1) et ferme le site chinois de Marriott qui mentionnait Taiwan, Hong Kong, Macao et le Tibet comme pays (Skift, 11/1)

DERNIERES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES suivies par le Comité France Chine ■■■

Politique commerciale

- Selon un accord signé, la levée totale de l'embargo sur l'importation en Chine du bœuf français, en place depuis la crise de la vache folle, aura lieu dans un délai de 6 mois. (Les Echos, 10/1)

Contrats et marchés significatifs

- Renault conclut un accord avec le groupe Brilliance pour créer la J/V Renault Brilliance Jinbei Automotive, qui fabriquera des véhicules utilitaires légers des trois marques Jinbei, Renault et Huasong (Usine nouvelle 15/12)
- 2e marque du Groupe Kering, Saint Laurent va être commercialisé en ligne sur Toplife, la plate-forme chinoise de JD.Com dédiée aux produits de luxe (Capital, 8/1)

Investissements croisés

- Le groupe chinois Hongyang, qui a déjà acquis 1700 ha de terres agricoles dans l'Indre début 2017, achète 900 ha dans l'Allier (La volonté paysanne 24/11)
- L'incubateur chinois TechCode a signé un protocole qui formalise son installation dans la ville de Marseille, sa première implantation française (La Tribune 7/12)
- Le magnat de Hong Kong Peter Kwok acquiert le contrôle du château Bellefont-Belcier, grand cru classé de Saint-Émilion, désormais son 7e domaine viticole (Winespectator, 8/1)
- La marque de prêt-à-porter féminin Naf Naf (Vivarte) devrait être rachetée par le groupe chinois La Chapelle Fashion Co., qui reprendrait l'ensemble des boutiques à l'exception d'une située à Paris (Challenges, 10/1)

PRINCIPAUX CONTRATS ANNONCES LORS DE LA VISITE DU PRESIDENT MACRON

- Eutelsat Communications signe avec China Unicom un accord préliminaire d'utilisation du satellite Eutelsat 172B pour la connectivité en vol sur l'Océan Pacifique (Capital 9/1)
- JD.com signe un partenariat avec Business France pour augmenter la promotion et les ventes de produits français en Chine jusqu'à 2md EUR d'ici à fin 2019 et renforcer les investissements de logistique de JD en France. JD signe également un accord avec Fives pour l'acquisition d'un système de triage de marchandises pour ses entrepôts automatisés pour une valeur de 100m EUR (La Voix du Nord, 9/1)
- Areva signe un protocole d'accord commercial avec CNNC pour une centrale de retraitement qui, à partir de 2030, permettra de convertir 800 t/an de combustible nucléaire. Le coût total du projet dépasserait les 30md EUR, dont 10 à 12 pour Areva qui est fournisseur de technologie mais non bâtisseur (Le Point, 9/1)
- Thalès fournira le système de divertissement en vol de 60 avions neufs A330 et A350 de la compagnie Hainan Airlines pour un montant unitaire moyen de 15 000 EUR par siège (Le Figaro, 9/1)
- Engie a signé un accord stratégique de coopération avec Linyang Energy afin de développer des projets dans les énergies renouvelables (AFP, 9/1)
- CFM International, J/V de Safran et General Electric spécialisée dans les moteurs d'avions, annonce un contrat d'achat de services et de maintenance avec la Spring Airlines pour un montant total de 2,9md USD (Le Point, 9/1)
- Une commande par la Chine de 184 avions A320neo d'Airbus pour 18md USD devrait être bientôt finalisée. La vente d'A350 et d'A380 dans les semaines ou les mois à venir est également en projet (Le Figaro, 10/1)
- Aux termes d'un accord d'une durée de 5 ans, Sodexo devient partenaire privilégié de Huawei à l'international pour délivrer des services intégrés de «facilities management» à hauteur de 400m USD (Vent de la Chine, 13/1)
- EDF a signé 2 contrats en Chine : - conception, construction et exploitation pendant 30 ans du réseau de stations de production d'eau glacée et d'eau chaude sanitaire pour la municipalité de Sanya - construction et exploitation pendant 30 ans d'une centrale de cogénération biomasse de 35 MW à Lingbao (Henan) (Capital, 14/1)
- Schneider Electric signe un accord de coopération stratégique avec SinoMach afin de renforcer leur développement commun en Chine et sur les marchés tiers (publicnow.com, 15/1)
- Bpifrance et China Development Bank signent un protocole d'accord pour créer un nouveau fonds de 1,2md USD, le « Sino French Midcap Fund II », confié à Cathay Capital pour doubler les investissements croisés investis dans les PME françaises et chinoises et accompagner leur développement dans les deux pays et sur d'autres territoires (Les Echos, 9/1)

Comité éditorial : Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong et Christophe Granier, CCE France.